

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 105 (1960)
Heft: 11

Rubrik: Revue de la presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Italie	14,4 %
Grande-Bretagne	16,4 %
Suisse	16,6 %
Norvège	19,8 %
France	21,6 %
Pays-Bas	22,8 %
États-Unis	40,9 %

Relevons que tous les États européens qui accusent un pourcentage supérieur à celui de la Suisse entretiennent une flotte de guerre et que la France se trouve dans une situation particulière, par suite de la guerre d'Algérie. Cependant, une comparaison, dans ce domaine, demeure relative, car les dépenses publiques diffèrent d'un pays à l'autre et les dépenses militaires ne sont pas calculées sur la même base. Ainsi, calculées par rapport au revenu national, les dépenses militaires de la Suisse constituent les 3,5 à 4 %, et celles de la Suède, par exemple, le 5 %.

Lt. J.-P. VIRET

Revue de la presse

NATO in the 1960's¹

Il s'agit d'un petit livre de cent trente pages, rédigé par le directeur de l'« Institute for strategic Studies », mais où il y a réellement substance à méditer. On parle beaucoup de l'OTAN, on lui adresse des critiques dont la principale, qui revient souvent sous la plume des commentateurs et des chroniqueurs, est « de n'avoir pas de politique ». Qu'en est-il exactement ? C'est ce que l'auteur cherche

¹ Par Alastair Buchan, édité par l'Institute for strategic Studies (London).

à analyser. Il fait une étude très approfondie, détaillée, de l'alliance atlantique sur le plan politique et militaire, sans négliger certains aspects financiers et économiques.

L'OTAN est né de la menace soviétique qui pesait sur le monde libre. C'est une association militaire de quinze Etats mais ce n'est pas, comme de nombreuses personnes le croient généralement, une organisation mondiale de sécurité collective à l'instar des Nations-Unies. Ses objectifs sont limités à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. Comme dit Alastair Buchan, elle ne peut jouer qu'un petit rôle au cas où des hostilités seraient déclenchées par la Chine. A cet effet, il existe d'autres organisations, d'autres coalitions, bien qu'elles englobent plusieurs pays appartenant déjà à l'OTAN.

L'auteur se livre à une étude des forces soviétiques, tant sur le plan des armements conventionnels qu'atomiques et des fusées, mais comme il le relève « cataloguer les moyens militaires d'une nation n'est pas un guide réel des intentions de cette nation ». Les moyens donnent cependant *des possibilités*, plan beaucoup plus solide, plus sûr que celui des intentions susceptibles de variations. Mais nous touchons là à la vieille querelle des possibilités ou des intentions.

Quelle est l'arrière-pensée à la base de cette remarquable puissance militaire édifée par l'Union soviétique dans un temps si bref ? Peu de gens affirmeront que les Soviétiques préparent d'une manière délibérée et froidement un assaut contre les puissances de l'OTAN, dans un sens analogue à celui de Hitler qui était persuadé de l'intérêt que présentait la guerre pour l'Allemagne. Durant les dix prochaines années, aucun pays n'a plus à gagner à la paix que l'Union soviétique et personne n'en est plus conscient que ses chefs actuels dont la réputation est basée sur la manière dont ils ressuscitèrent l'industrie et la civilisation des ruines fumantes que les Allemands laissèrent derrière eux.

A quoi sert donc cette formidable force militaire des Soviétiques ? Ici, Alastair Buchan émet quelques idées intéressantes mais relève à propos des fusées intercontinentales qu'il n'y a pas de sujet où il est plus difficile de garder un équilibre entre la prudence et le pessimisme dans l'estimation de cette force agissant à grande distance.

Le rôle de la force russe en tant qu'agent de transformation du monde a été le fil conducteur de la doctrine soviétique depuis plus de quarante ans. Toutefois, il y a toujours eu une très importante condition attachée à son usage ; l'armée rouge n'existe pas pour conquérir d'autres pays mais pour exploiter et consolider les révolutions intérieures qui ont été fomentées par d'autres moyens. Lénine et Staline ont appliqué le procédé en occupant les pays en bordure de l'URSS à la fin de la guerre et les Soviétiques envisagèrent, sans

aucun doute, d'étendre leurs succès en exploitant une fissure entre les grandes puissances occidentales.

La création de l'OTAN prévint l'opération et la scission de Tito démontra au monde entier les limites de cette espèce de stratégie politico-militaire.

Le fait le plus important dont les puissances de l'OTAN doivent tenir compte n'est pas l'efficacité de l'armée rouge, les performances des engins soviétiques, la production de l'acier ou l'aide économique, mais les nombreuses possibilités qui s'offrent à M. Krouchtchev. « Si le baromètre international reste au beau, il peut continuer sa politique de compétition économique ; s'il tourne à l'orage, Mr. K. possède toute la puissance militaire qui lui permet d'adopter instantanément une attitude bien plus menaçante envers l'OTAN que Staline ne put jamais le faire ». En conséquence, la tâche principale de l'OTAN dans cette seconde décennie de son existence est la création de moyens lui permettant une souplesse équivalente.

L'auteur s'étend longuement sur ce problème d'une manière très complète. Cela lui donne l'occasion de constater, comme à d'autres écrivains politiques et militaires, « que l'OTAN n'a pas de moyens au-dessous du niveau de la guerre totale ». En conséquence, les années 60 doivent permettre la création d'une force beaucoup plus considérable pour « la guerre limitée » afin d'avoir un « bouclier ».

Faisant une comparaison entre les forces en présence, on constate que les forces soviétiques dans l'Est européen ont près de 100 % d'équipement d'après-guerre, tandis que cette proportion n'est que de 40 % pour l'armée britannique en Allemagne, proportion même moindre pour les troupes des petits pays.

« La nécessité d'un nouvel équipement pour les armées de l'OTAN est des plus importantes depuis qu'il s'est élevé, dans les cercles militaires, un doute croissant sur la valeur défensive des armes atomiques tactiques avec lesquelles la plupart des forces NATO doivent être équipées dans les quatre années à venir ».

Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire jusqu'au moment où un désarmement général pourra être négocié, l'ensemble de l'OTAN doit maintenir une capacité de dissuasion nucléaire qui soit en même temps extrêmement puissante sans être provocante.

Donc, d'un côté, augmentation des forces conventionnelles et, de l'autre, maintien des moyens de dissuasion. On voit combien la tâche est diverse ! L'ensemble forme un tout qui seul permet une politique souple.

Les réalisations militaires ne sont que l'expression matérielle de décisions politiques, lesquelles reposent sur les différents objectifs nationaux des pays composant l'alliance et leurs possibilités propres.

Les récents événements ont mis à nu les divergences entre les tendances politiques dans l'Alliance et les demandes techniques de défense et de dissuasion. Ce sont les Etats-Unis qui, dans les années du « ré-examen déchirant » s'en revinrent les premiers à des décisions purement nationales de problèmes qui affectent l'ensemble de l'Alliance, bien qu'ils aient honoré leurs engagements envers elle d'une manière beaucoup plus scrupuleuse que les autres grandes puissances de l'OTAN.

Le pas suivant fut fait par le gouvernement britannique qui décida en 1957 de réduire sa contribution au « bouclier » en Allemagne, de modifier la nature de son apport aux forces aériennes tactiques et de revoir l'importance de la Royal Navy aux forces du SACLANT (Suprem Allied Commander Atlantic). C'était l'époque où l'opinion éclairée, aussi bien militaire que civile, au sein de l'Alliance, voyait avec désillusion l'importance donnée à la stratégie de la dissuasion, qui justifiait ces décisions.

Les dissensions culminèrent ouvertement à la suite de la reprise, sous commandement français, par le général de Gaulle, de la flotte de la Méditerranée, par son refus de participer à un système unifié de défense antiaérienne pour la défense de l'Europe occidentale et de laisser déposer des ogives atomiques sur le sol français.

Ces décisions unilatérales ont été prises au moment où il était essentiel de centraliser tout le commandement et le contrôle sur une base aussi étendue que possible sans se préoccuper des frontières nationales.

L'équilibre stratégique entre l'OTAN et les Soviétiques ne peut être maintenu qu'en utilisant tout l'espace du Traité de l'Atlantique Nord, espace s'étendant de Tromsø à la Pointe Barrow, d'Ankara à Los Angeles afin de disséminer les sites des engins.

Les problèmes de la détection, de l'alerte pour la défense aérienne doivent être résolus sur une base extrêmement étendue excluant les considérations nationales. La question des contingents nationaux doit être réexaminée.

Les problèmes à résoudre sont nombreux et le plus important aux yeux de l'auteur est celui de la collaboration étroite entre les membres. Aussi écrit-il : « La politique du Président de Gaulle : « coopération, non-coordination » est malheureusement la recette des désastres militaires ».

Si les constatations d'Alastair Buchan sont exactes, le danger que pourrait courir l'OTAN dès l'année 1960 serait de ne pouvoir faire face à la tâche qui l'attend. En dépit de ses difficultés, il est pourtant improbable que l'Alliance se disloque, c'est-à-dire que des nations se retirent avant que le Traité n'arrive à révision en 1969.

Il est plus vraisemblable qu'à moins d'un arrangement conclu sur la base d'une stratégie globale plaçant chaque membre dans un plan plus large, elle deviendra une coalition incapable d'exploiter ses ressources et ses possibilités.

Les membres nord-américains de l'Alliance, froissés par une Europe qui semble ne pas vouloir assumer une part équitable de sa propre défense, s'occuperont de plus en plus de leurs propres problèmes.

Les Européens occidentaux craignent un affaiblissement de l'efficacité du «*deterrent*» américain et, ayant la nostalgie d'une politique européenne plutôt qu'atlantique, voudront lui substituer leurs propres moyens de dissuasion nucléaire, forcément moins efficaces puisque plus petits, plus coûteux et plus vulnérables.

L'OTAN pourra continuer à paraître impressionnant; tel fut le cas de l'Alliance franco-britannique en 1939 ou d'autres coalitions. Les années à venir comporteront pour l'Alliance des décisions difficiles — stratégiques, politiques et économiques. Elles ne pourront pas être résolues si ses membres se forgent des idées préconçues quant à la politique de leurs partenaires et ne se donnent pas la peine d'avoir une appréciation plus clairvoyante et plus indulgente de leurs objectifs nationaux particuliers.

Ceci est particulièrement vrai de l'attitude européenne envers les Etats-Unis. Certes, dit Alastair Buchan, «*il n'y a pas de système gouvernemental moins souhaitable pour diriger une alliance que celui des Etats-Unis avec ses divisions des pouvoirs, la nécessité de débattre en public les questions les plus délicates, la difficulté de concilier les intérêts d'une immense population répartie sur la moitié d'un continent, mais il y a une ambivalence dans l'attitude européenne face aux Etats-Unis, membre le plus puissant du NATO. Lorsque l'Amérique réagit violemment à une menace soviétique — tel le cas de Berlin — on prend des mesures énergiques pour maintenir l'équilibre stratégique, la presse européenne se déchaîne contre l'esprit belliqueux du Pentagone. D'autre part, si Washington conseille une détente ainsi que l'a fait le Président Eisenhower après ses conversations avec M. Krouchtchev à Camp Davis, on soupçonne les E. U. de sacrifier les intérêts européens.*»

Aujourd'hui, tous les pays sont interdépendants, en conséquence, leur politique doit être harmonisée. Les nations ne peuvent poursuivre une stratégie commune en Europe et des politiques nationales ailleurs, comme on le voit trop souvent pour ne pas dire toujours. La souplesse soviétique a rendu une attitude de ce genre impossible. Toutefois, il faut être au clair sur un point: «*La perte de la liberté d'action n'a pas la même signification qu'une abrogation de la souve-*

raineté. Du reste c'est une chose de faire des discours sur la nécessité pour les pays de l'OTAN de subordonner leurs intérêts individuels à celui supérieur de l'Alliance et c'en est une autre de transformer cela en termes de chars, d'avions, de porte-avions, etc... !! » D'autre part, les pays membres veulent souvent conserver des traditions militaires qui ne facilitent pas le développement de l'ensemble ! Nous savons aussi que certains facteurs moraux ne peuvent être sacrifiés à une rationalisation de l'organisation. Ceci peut poser des problèmes de spécialisation qui doivent aussi être examinés.

L'auteur consacre de nombreuses pages à la dissuasion atomique sous ses différents aspects : national, OTAN, donnant sa préférence à cette dernière, base de toute la stratégie occidentale. La stratégie de dissuasion repose sur le postulat suivant : *la guerre nucléaire ne peut être gagnée, elle peut seulement dissuader.*

Cette étude traite naturellement les problèmes de commandement, du contrôle, et étudie le rôle du groupe permanent (standing group) qui semble avoir progressivement diminué d'importance depuis que les chefs d'états-majors se sont fait remplacer par des délégués. Il a beaucoup moins d'importance et d'influence que sa contrepartie politique, le Conseil de l'OTAN.

« Le groupe permanent a perdu son importance et son autorité ces dernières années. Au lieu de devenir le centre de planification et de décision, il donne plutôt l'apparence d'un quartier-général de l'échelon arrière. »

Malgré bien des défauts, la structure du commandement de l'OTAN est, dans ses parties essentielles, le meilleur compromis entre les intérêts nationaux et la nécessité militaire. Cependant, ce qui frappe les observateurs c'est le fossé existant entre l'acceptation des décisions et leur réalisation.

Un chapitre particulièrement intéressant est consacré à l'interdépendance et à la sécurité européennes où les questions de désengagement, le problème du « bouclier » et l'équilibre des forces entre les moyens nucléaires et conventionnels sont passés en revue. « Dans une époque de satellites de l'espace, de sous-marins atomiques, les missions qui incombent aux forces conventionnelles semblent anachroniques. Elles sont coûteuses à maintenir, elles sont non seulement impopulaires politiquement mais également socialement. Beaucoup de personnes ne voient plus très bien quel rôle peut être attribué aux forces conventionnelles et celui-ci semble dépassé, mais c'est une marque de souplesse des forces conventionnelles — armée, marine, air — que justement ce rôle exact ne puisse jamais être défini à l'avance ».

« La défense de l'Europe est aujourd'hui basée largement sur les

armes atomiques tactiques. Elle repose sur la décision de 1954 du Conseil de l'OTAN donnant au SACEUR (Suprem Allied Command Europ) l'autorisation d'en faire usage même en riposte à une attaque purement conventionnelle », mais, suivant certaines opinions citées, ceci n'est pas sans inconvénient si cet état de choses devait durer.

Pour l'auteur, « la stratégie soviétique envisage l'armée rouge comme un élément intégral du premier échelon d'une guerre nucléaire générale. En d'autres mots, pendant que l'échange atomique aurait lieu entre les USA et l'URSS, ce serait la mission de l'armée soviétique d'atteindre Bordeaux et les ports de la Manche (et très probablement Kuweit, le Caire, Athènes et Rome) afin que, les retombées radioactives une fois dissipées, l'URSS puisse présenter tout cela comme « un fait accompli » (en français dans le texte) aux Etats-Unis qui n'auraient peut-être plus alors la force ou la volonté de renverser cette situation. »

« Une puissante force atomique tactique de bombardement en Europe, capable d'infliger de très sérieux dommages à un « putsch » soviétique et de forcer l'armée rouge à rester dispersée contribuerait à saper les prémices d'une stratégie semblable ».

Les forces du « bouclier » sont passées en revue avec des jugements en général assez pertinents où l'on reconnaît l'homme du métier militaire. Ainsi pour la France, il constate que « l'armée française d'aujourd'hui est une des meilleures forces combattantes dans le monde » et si ce pays pouvait de nouveau fournir sa contribution de quatre divisions, la force du « bouclier » serait sensiblement augmentée.

« La contribution britannique à la défense de l'Europe doit être plus élevée, non seulement afin de restaurer une plus grande confiance à l'intérieur de l'Alliance, mais pour être à la hauteur des exigences tactiques et stratégiques des années 1960 ».

En bref, pour le secteur Centre-Europe, les forces doivent être réajustées. « En fait, l'OTAN veut-elle mettre sur pied ce « bouclier » de trente divisions dans un proche avenir ? Si non, y a-t-il une autre manière d'atteindre le même objectif avec d'autres moyens ? »

L'effort militaire à accomplir reste encore considérable. « Si l'on prend le niveau de vie de l'Europe occidentale tel qu'il existe aujourd'hui, soit un divorce virtuel entre des sociétés civiles en pleine prospérité et de petites forces militaires régulières, le problème semble ne pouvoir être résolu que par un effort constant, en tout premier lieu des grands pays de l'OTAN, de manière à constituer une très puissante force professionnelle au-delà du Rhin. »

« Si les chefs de l'Alliance arrivaient à se libérer de l'hérésie qui consiste à penser que les armes atomiques tactiques permettent

d'échapper à la dure nécessité de confronter leur public avec les problèmes réels de défense, il serait alors possible de concevoir une autre solution: ce serait le développement d'une puissante force mobile de quelque quinze divisions agissant en conjonction avec un système de défense locale ».

C'est une solution, il peut y en avoir d'autres, mais une chose est certaine, la défense de l'Europe occidentale est, pour le moment, mal assurée. Elle ne le sera que par des sacrifices de tous. Mais avant d'être militaire, le problème est politique, moral et économique. En outre, chacun doit être persuadé qu'il ne doit pas faire des sacrifices uniquement en faveur de son pays mais d'une cause plus grande. Enfin, les Etats ne peuvent pas être alliés dans une affaire et ennemis dans une autre, cela n'inspire confiance à personne.

On peut ne pas être d'accord avec toutes les vues de l'auteur mais cet ouvrage a un immense mérite : il fait le tour du problème de l'OTAN.

Premier ouvrage de l'« Institute for strategic Studies », il serait utile de le mettre en traduction à disposition du public de langue française.

Colonel-brigadier Ch. DANIEL

Bibliographie

Les livres

Il est moins cinq, par Suzanne Labin. Editions Berger-Levrault, rue Auguste-Comte 5, Paris VIe.

C'est une étude sur la propagande et l'infiltration soviétiques que vient de publier l'auteur, déjà connu par une série d'ouvrages — et d'articles, car il est aussi journaliste — sur des sujets politiques et anticommunistes.

Suzanne Labin part de l'idée que l'« équilibre de l'horreur » étant désormais réalisé entre les armes atomiques, ce n'est pas dans ce secteur que se jouera la partie. Elle se livrera, avec les armes de la propagande, de l'infiltration et de l'organisation, sous forme de *guerre politique*. Or, l'Occident sous-estime grandement l'action de son adversaire dans ce domaine.

L'effort déployé par les Soviets se situe surtout dans une vaste *propagande indirecte* visant des milieux non communistes et ayant pour but non pas de les convertir mais de les endormir¹. Aussi Suzanne

¹ Les résultats sont déjà visibles chez nous dans les milieux de la presse et de la radio.